Communiqué de Presse

Unité de Communication de l'Assemblée parlementaire

Réf: 099f07
Tel: +33 3 88 41 31 93
Fax : +33 3 90 21 41 34
pace.com@coe.int
internet: www.coe.int/press

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

46 membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
"L'ex-République yougoslave de Macédoine"
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

La Commission des questions politiques de l'APCE déplore la violence au Kosovo et appelle à un dialogue « constructif et pragmatique »

Strasbourg, 13.02.2007 – La Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté la déclaration suivante aujourd'hui lors d'une réunion à Paris :

« La Commission des questions politiques de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) déplore la flambée de violences qui a marqué les manifestations contre le plan Ahtisaari ce week-end à Pristina.

L'intensité des affrontements entre les manifestants et la police, qui ont fait deux morts et 80 blessés, rappelle qu'il ne faut pas sous-estimer la situation explosive de la province. Alors qu'on en est à une étape délicate du processus visant à définir le statut futur du Kosovo, la communauté internationale et les institutions provisoires d'administration autonome (IPAA) devraient être plus en alerte que jamais pour empêcher que les tensions ne dégénèrent en violences.

Comme la Résolution de l'Assemblée n° 1533 (2007) sur la situation actuelle au Kosovo l'a récemment réaffirmé, la Commission considère qu'une solution négociée de la question du statut serait la meilleure garantie de paix, de stabilité et de prospérité à long terme de l'Ouest des Balkans. Dans ce contexte, elle espère que les négociations reprendront le plus tôt possible à Vienne en tenant compte du plan Ahtisaari. Elle invite les équipes de négociation des Serbes et des Kosovars albanais à entamer un dialogue constructif et pragmatique afin d'amener le processus à une conclusion satisfaisante.

La Commission continuera de suivre la question. »